

A côté de cela, nous partagions certes un amour commun du pays, une réputation de bouseurs qui n'était pas surfaite ainsi que, je le crois, un attachement commun à la propriété morale. Mais nous étions nettement éloignés dans nos approches respectives des gens et des questions économiques et politiques, divergents dans nos propres visions de l'information au sens large comme au sens médiatique. Au même moment nous héritions tous les deux d'un état social dégradé, d'une situation financière désastreuse : le surendettement et son piètre traitement par nos prédécesseurs dissipaient 70% de nos ressources dans le seul remboursement des échéances, les réserves de changes étaient à zéro, la menace de l'état de cessation de paiement était instantane. Une telle situation, nous ne pouvions l'assumer qu'ensemble et c'est ce que nous fîmes. Au moment du combat contre le feu, nous ne pouvions qu'évacuer les états d'âme ou les différences. Le traitement du danger immédiat nous a unis à chaque fois. C'est ensemble que nous avons pu mobiliser dès le mois de mai 1989 la première tranche dite inconditionnelle de 600 millions de dollars auprès du FMI ainsi que la tranche correspondante, dont je n'ai pas en tête le montant, auprès du Fonds monétaire arabe. Cela c'était pour éteindre le feu.

#### Sur quoi portaient vos divergences ?

Dès que l'on passait aux questions de moyen et long termes, nos points de vue divergeaient. Par exemple, nous partagions la conscience qu'il y avait mieux à faire pour l'Algérie qu'à aller renégocier la dette. Notre accord s'arrêtait là. Encore fallait-il aller déployer les moyens propres à éviter le rééchelonnement. Mon programme était de redéployer nos capacités pétrolières pour nous donner ces moyens au bout de trois à quatre ans. Mais dès qu'il s'agissait d'obtenir l'adhésion du ministre de l'Energie, celui-ci me donnait l'impression qu'il faisait la sourde oreille, qu'il était plus obstiné à marquer son territoire qu'à se décarcasser à mettre au service du sauvetage de l'Algérie tout ce que nos gisements avaient dans le ventre. Au contraire de cela, il s'en tenait à faire entendre au conseil de gouvernement la tendancieuse sentence qu'il n'y avait plus rien à attendre de plus des hydrocarbures ; une antienne que les sociétés de l'Erap ont installée depuis les années 1960 dans des esprits aussi peu avertis des données réelles de notre sous-sol que de la chose géologique.

Plus enclin à la permissivité envers l'inertie de mon collègue que convaincu par les implications de la politique que je préconisais, le chef du gouvernement ne m'a pas aidé à faire bouger les choses. C'était une divergence majeure entre nous. Je me suis retrouvé seul jusqu'à notre départ à tous. Il ne reste de mon programme qu'une note détaillée que j'ai délivrée au Conseil des ministres en juillet 1989 et que je conclusais :

1- en mettant solennellement en garde contre la posture c'était celle de nos prédécesseurs et ça allait être celle de nos successeurs qui consiste à réfuter le rééchelonnement ;

2- s'en tenir à une telle réfutation ne suffit pas pour faire une politique ;

3- sans la volonté de se donner les moyens de ne pas rééchelonner, il valait mieux aller au rééchelonnement tant qu'on était encore debout, au lieu de tergiverser jusqu'à y aller sur les genoux.

Et c'est ainsi que neuf mois à peine après la formation du gouvernement Kasdi Merbah, nous passâmes au gouvernement suivant une situation financière qui était celle d'octobre plus une bulle d'oxygène, situation qui devait m'être passée deux ans plus tard, la bulle d'oxygène consommée et dans l'état que j'ai décrit en parlant de la loi 1991. Seulement, pour mémoire, je cite d'autres exemples où nos convictions divergeaient et où les options retenues par le chef du gouvernement n'ont pas été celles que le ministre des Finances avait préconisées. Le système bancaire national : nous voulions tous les deux le réformer, lui en comptant sur la seule vertu du volontarisme, tandis que je

croyais qu'en la matière les postures volontaristes seules ne peuvent que tourner en vœux pieux, voire en velléités, hors l'incontournable création d'un environnement concurrentiel, l'appel au savoir-faire privé étranger dans ce domaine comme dans d'autres secteurs industriels à l'instar de l'industrie des matériaux de construction. S'agissant du partenariat avec le privé, je me suis trouvé à défendre seul le projet adopté par le gouvernement devant des députés très réticents : le résultat en a été une édulcoration telle du projet qu'il n'en est rien resté en fin de compte et que le texte qui fut adopté n'a jamais servi à rien. Le lancement d'un emprunt national que je voulais très important en volume et novations a été réduit, contre mon avis, à une réédition d'opérations usées qui s'est soldée par un fiasco complet. La politique fiscale : le chef du gouvernement avait en tête une priorité à la réforme fiscale, focalisée elle-même sur l'impôt sur la fortune, pendant que je privilégiais la modernisation par la formation des hommes et la restructuration préliminaire de l'appareil fiscal national, par sa revalorisation en hommes et moyens informatiques, sans quoi toute réforme était vouée à être un coup d'épée dans l'eau. La libéralisation politique des médias publics autant que l'analyse et la gestion des rapports entre le gouvernement et la presse a fini par nous séparer.

Sur ce dernier point, il était revêché à la vertu de l'ouverture systématique des journaux radios et télévisés à la contradiction.

Il disait avec sincérité de ceux des journalistes, lesquels, il est vrai, ne le ménageaient pas beaucoup, qu'ils étaient «les ennemis du gouvernement», thèse que je réfutais, insistant pour ma part sur l'acceptation de la critique et sa réfutation par le débat contradictoire avec ceux-là mêmes qui nous critiquaient le plus. Il m'en a voulu quand j'ai adhéré et répondu, en dépit de son insistante opposition, à une proposition de débat sur la Chaîne III, face à quatre journalistes, dont celui qui incarnait l'opposition la plus virulente au gouvernement. Il m'a blâmé en me disant que finalement j'ai consacré «90% de mes interventions au pétrole (la réalité était moins de 2%) ; ce n'est pas le blâme en soi qui me blessait mais le fait qu'il l'ait argumenté en reprenant à son compte et sans vérification une version totalement défigurée que ses services lui avaient donnée du débat incriminé».

Sur ces entrefaites, j'en arrivais à la conclusion que mon maintien au gouvernement ne pouvait être de quelque utilité pour lui. Je le lui dis. J'ai fait alors reproduire in extenso le contenu du débat de la Chaîne III en cause, que je lui remis avec la cassette audio y afférente, en annexe à une lettre exprimant mon sentiment, juste à la veille de son départ en congé. Il s'était montré sincèrement surpris de ma volonté de quitter son gouvernement sur «quelque chose» qu'il disait «sans importance et que j'ai dit comme ça». Il me demanda d'attendre son retour pour en parler.

Cet épisode de notre relation de travail est bien sûr passé inaperçu et pour cause : à son retour, le gouvernement était démissionné... de la manière la moins constitutionnelle et la moins élégante.

**Le limogeage de Kasdi Merbah de ses fonctions de chef du gouvernement était-il, selon vous, quelque chose d'inéluctable, c'est-à-dire le fruit d'une incompatibilité objective entre deux lignes politiques, ou le résultat forcé d'une manipulation politicienne ? Votre perception de ce limogeage, en son moment à chaud, a-t-elle changé, avec la sérénité que consolide le temps qui passe ?**

Kasdi Merbah ne cherchait pas à masquer l'ambition qu'il nourrissait d'accéder un jour aux responsabilités suprêmes. C'est là un fait avéré. Il est avéré également que son limogeage arbitraire était programmé avant sa nomination, dans le cadre d'un processus préconçu avant octobre 1988 et qui devait conduire un autre que lui à la présidence de la République.

Le Président Chadli Bendjedid a été profondément choqué par les événements d'Octobre 1988 proprement dits, autant que par ce que lui ont révélé la genèse de ces événements et le processus qui y a conduit. Déjà, il en était au début de la prise de conscience d'une dure réalité qu'il n'avait pas osé regarder en face jusque-là, à savoir la déloyauté que lui ont payée de retour ceux-là mêmes de ses ministres en qui il avait placé une confiance aveugle et à qui il avait donné, neuf années durant, des pouvoirs absolus sur l'économie, des pouvoirs jamais égalés dans aucune des configurations gouvernementales précédentes ni dans celles qui allaient suivre.

De là date un sentiment de solitude morale, voire une sorte de démission morale, qui n'allait pas se dissiper jusqu'à son départ en janvier 1992. Malgré sa reconduction par le congrès de décembre 1988, on garde bien le souvenir du moment où il avait emprunté au poète la manière de «demander sa liberté». A mon avis, son départ définitif de janvier 1992 ne fut que la concrétisation d'une résolution intérieure datant de trois années au moins, la satisfaction d'un désir demeuré enfoui mais jamais apaisé complètement. Un désir qui ne pouvait, au contraire, que s'accroître à la vue de la disparition impressionnante de Ceausescu un certain 22 décembre de 1989.

Les développements de la situation politique durant les années 1990 et 1991 n'étaient pas faits pour relever un moral atteint, au point de s'en remettre de facto entièrement à celui qu'il ne désignait plus que par son prénom et dont il fit très tôt et d'évidence une sorte d'héritier politique. En vérité, depuis 1988, probablement même avant 1988, l'héritier tacite a été l'artisan de fait de toute la cuisine politicienne intérieure algérienne, que ce fût à partir du siège de la Présidence, ou que ce fût du Palais du gouvernement, ou que ce fût des commissions du congrès de 1988 dont il fut le coordonnateur dans les coulisses, ou que ce fût au sein du Bureau politique du FLN où il a siégé depuis début 1989 durant six ou sept ans.

Ainsi en a-t-il été de la révision de la Constitution le 4 novembre 1988 : la Présidence du gouvernement séparée de la fonction présidentielle est assurée par un chef de gouvernement responsable devant le Parlement et non plus devant le président de la République. Présenté à l'opinion comme une avancée démocratique majeure, cet amendement n'était qu'un artifice, avait expliqué à Chadli, destiné à «protéger» le Président par l'instauration d'un «fusible» à la tête du gouvernement. Kasdi Merbah a été le premier à faire les frais de cette manœuvre, lorsque, dès sa nomination, les services de la Présidence se sont aussitôt attachés à rogner les attributions du chef du gouvernement en matière de nomination des cadres supérieurs de l'administration. Tous les coups tordus et autres attaques médiatiques les plus virulentes contre le chef du gouvernement étaient inspirés, concoctés ou commandités d'El-Mouradia. La démission du gouvernement Kasdi Merbah neuf mois à peine après sa formation a été l'aboutissement d'un travail de sappe qui a duré ce qu'a duré le gouvernement. Des injures médiatiques prolongées ont été faites à son action, voire à sa personne. De mon nouveau bureau des Affaires étrangères, je lui avais témoigné ma solidarité et avais dénoncé ouvertement ses dénigreurs, comme je le fis devant l'APN lors du débat d'investiture de mon gouvernement.

C'est à juste titre que Kasdi Merbah avait souligné dans une conférence de presse que sa démission n'était pas très constitutionnelle.

**Nous voilà arrivés, après le limogeage de Kasdi Merbah, à l'épisode où vous avez eu à diriger la diplomatie algérienne. Quels souvenirs gardez-vous de cet épisode, particulièrement dans vos relations aux principaux responsables du pays concernés par l'action diplomatique du pays ?**

Démissionnaire des Finances à la veille du limogeage de mon chef de gouvernement, j'étais en train de boucler «mes cartons» quand le nouveau chef de gouvernement me présentait pour m'informer qu'il me considérait «comme faisant partie de son équipe», qu'il avait déjà choisi un nom pour les Finances en même temps qu'il me proposait d'aller à l'Equipe. Il avait souligné l'importance du «paquet de compétences» que le poste allait contenir : les Transports, l'Habitat, l'Hydraulique et les Travaux publics. Ma réponse était que tout cela je l'avais eu vingt-six ans auparavant alors que je n'étais qu'un petit sous-secrétaire d'Etat. Que la participation à un gouvernement se mesurait non point à l'aune du «volume» des compétences, mais avant tout de l'idée de volonté politique commune ; qu'en l'occurrence, en l'absence d'une telle communauté de volonté, je ne me voyais guère éligible à faire partie de son équipe. Je déclinai donc l'offre aussi gentiment qu'elle me fut présentée et m'en allai passer les consignes à mon successeur, quand je fus appelé par le Président qui me pressentit pour «travailler avec lui» aux Affaires étrangères.

Dans cette fonction nouvelle, je rejoignais un secteur qui m'était très familier. La nature internationale du secteur de l'énergie — j'ai travaillé près de six-huit ans dans ce secteur —, ses implications stratégiques et diplomatiques ont fait que j'ai été, en permanence et souvent très étroitement, associé dès l'indépendance aux activités diplomatiques de l'Algérie, aussi bien à maintes relations bilatérales (France et principaux pays européens, Etats-Unis, URSS, Japon, pays producteurs de pétrole, pays du Maghreb, OLP et principaux pays arabes), que dans le multilatéral (ONU, OUA, OPEP, OPAEP, institutions financières internationales, Maghreb arabe, Ligue des Etats arabes). J'ai eu le privilège de participer activement dans la conduite des négociations algéro-françaises, comme dans l'élaboration du dossier préparatoire à la tenue de l'Assemblée générale extraordinaire des Nations unies convoquée pour avril 1974 à l'initiative de Houari Boumediene, ou dans la préparation et la tenue du premier Sommet de l'OPEC convoqué à l'initiative du même Houari Boumediene pour mars 1975...

Si vous ajoutez les quatre années et demie passées à Bruxelles, c'est une expérience diplomatique de vingt-deux ans que j'apportais au service du département qui venait de m'être confié. Et c'est aussi une certaine expérience en gestion, intérieure et extérieure, aux Affaires étrangères, qu'il me tenait à cœur de communiquer à ce secteur où je comptais par ailleurs beaucoup de camarades de travail, parmi les cadres et les diplomates auxquels je me suis trouvé si souvent mêlé auparavant, dans la défense ou la promotion des intérêts nationaux à l'étranger. Mon passage aux Affaires étrangères a coïncidé avec l'exacerbation des crises au Moyen-Orient : la question libanaise (négociations de Taïf) puis la crise du Golfe et la deuxième guerre du Golfe consécutive à l'invasion du Koweït ont occupé plus de la moitié de mon plan de charge. A un degré moindre, ce fut aussi une période particulièrement active dans la mise en route de l'UMA à la fondation de laquelle j'avais assisté quelque trois mois avant, à Marrakech, en ma qualité de ministre des Finances. Parce qu'elle se situait immédiatement dans la foulée de la fondation, la période de deux ans que j'ai vécue a été marquée par une dynamique maghrébine très prenante, un sommet par semestre, des réunions ministérielles à haute fréquence. Bien sûr l'Afrique, l'Europe et le multilatéral m'ont occupé, mais si je devais caractériser lapidairement mon passage aux Affaires étrangères, je dirais que j'ai été le ministre du Liban, du Golfe et du Maghreb arabe. C'est une présentation caricaturale, mais expressive de ce qui a nettement dominé dans mon plan de charge.

M. C. M.  
(A suivre)